

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS DOMINIQUE LABAT SARL

18 AVENUE DE BORDEAUX
33680 Lacanau

Références : 24-835
Code AIOT : 0100051351

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement ETS DOMINIQUE LABAT SARL implanté 18 AVENUE DE BORDEAUX 33680 LACANAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 27 novembre 2024 visait à vérifier la situation administrative de l'installation et à faire un bilan sur les constats établis lors de la précédente inspection au regard des réponses apportées par l'exploitant par courrier du 19 août 2024.

Les photographies prises le jour de l'inspection figurent en annexe du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS DOMINIQUE LABAT SARL
- 18 AVENUE DE BORDEAUX 33680 LACANAU
- Code AIOT : 0100051351
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Une première inspection a été réalisée sur le terrain le 9 juillet 2024 de manière inopinée. L'Inspection des installations classées avait alors constaté que M. LABAT exerçait une activité d'entreposage, de dépollution, de démontage de véhicules hors d'usage de manière illégale. En effet :

- trente-huit véhicules pouvant être considérés comme des véhicules hors d'usage (éléments de carrosserie manquants, éléments de carrosserie corrodés, éléments de carrosserie déformés, absence de roues, véhicules en partie recouverts par la végétation) étaient stockés sur une parcelle boisée appartenant à l'exploitant et située à l'arrière de son garage automobile ;
- des pièces détachées de véhicules dont des moteurs, de dizaines de pneus de véhicules légers usagés, de batteries, d'éléments de carrosserie étaient entreposés sur l'ensemble de ladite parcelle.

Ces déchets étaient entreposés à même le sol, sur une aire non étanche (les fluides contenus dans ces véhicules ainsi que les éventuels écoulements sur ces déchets provenant des eaux météoriques sont susceptibles de s'infiltrer dans les sols et de générer ainsi des risques de pollution), sur une surface supérieure à 100 m².

Cette activité relevait ainsi du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées relative aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (le seuil de classement étant fixé à une surface de 100 m²). Or, l'exploitant ne dispose pas de l'enregistrement requis pour exercer cette activité.

Aussi, à l'issue de cette visite, l'Inspection des installations classées avait alors proposé à M. le Préfet de la Gironde, dans son rapport du 8 août 2024, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative (soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement ICPE en préfecture, soit en procédant à la cessation de l'activité, incluant notamment l'évacuation de tous les VHU et autres déchets présents vers des filières de traitement autorisées).

Le rapport susvisé faisant état des constats établis à l'issue de l'inspection du 9 juillet 2024 a été notifié à l'exploitant en date du 12 août 2024. Par courrier du 19 août 2024, l'exploitant a transmis les certificats de destruction de plusieurs VHU en réponse à ce rapport. Par conséquent, à ce stade, le projet d'arrêté de mise en demeure n'a pas été transmis au Préfet pour signature.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 27/11/2024, article L.512-7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a engagé des actions correctives afin de

régulariser sa situation administrative (arrêt de l'activité et évacuation d'une partie des VHU). Néanmoins, l'activité reste classable sous le régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2712 (présence d'une dizaine de VHU sur une surface de 100 m² correspondant au seuil de classement selon la rubrique précitée).

Le gérant s'est engagé à faire retirer les VHU restants de son terrain par la société DECONS d'ici le mois de janvier 2025.

Considérant les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant et compte tenu de ses engagements, la proposition de mise en demeure de régularisation administrative reste en suspens.

Toutefois, à défaut de réception des justificatifs d'évacuation des VHU restants sous un délai de deux mois, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure notifié à l'exploitant à l'issue de la précédente inspection sera transmis au Préfet de la Gironde pour signature.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article L.512-7
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement
Prescription contrôlée : I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Par courrier du 19 août 2024 reçu le 27 août 2024, l'exploitant a transmis un échantillon des certificats de destruction de VHU établis par la société DECONS au Pian Médoc (16 certificats dont 4 datés du 26/06/24, 4 datés du 27/06/24, 1 du 18/07/24 et 7 du 29/07/24). Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'Inspection des installations classées a constaté que la majorité des VHU présents lors de la précédente inspection a été évacuée. Seule une dizaine de VHU était encore présente sur le terrain situé à l'arrière du garage, en limite de la zone boisée, sur une surface totale d'environ 100 m ² . L'activité reste ainsi classable sous le régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2712 (seuil de classement : surface de 100 m ²). Durant l'inspection, le gérant a présenté les justificatifs d'évacuation des VHU vers la société DECONS au Pian Médoc (certificats de destruction). Une vérification par sondage a permis de constater que certains certificats concernaient en particulier d'autres VHU que ceux transmis par courrier du 19 août 2024 précité : l'ensemble des VHU présents lors de l'inspection du 9 juillet 2024 a donc bien été évacué vers une installation dûment autorisée. Ces justificatifs n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection. Concernant les VHU restants, le gérant s'est engagé à les faire retirer de son terrain par la société

DECONS d'ici le mois de janvier 2025.

A noter que le garage LABAT exerce des activités de réparation et de carrosserie (l'atelier couvrant une surface au plus égale à 2000 m² selon les indications de l'exploitant et selon la surface relevée sur Géoportail) ainsi que des activités d'application de peinture (la quantité de peinture maximale utilisée étant d'environ 2 kg/j selon l'exploitant).

Ces activités ne sont donc pas classables au titre de la rubrique 2930 de la nomenclature des installations classées relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant et compte tenu de ses engagements, la proposition de mise en demeure de régularisation administrative reste en suspens.

Toutefois, à défaut de réception des justificatifs d'évacuation des VHU restants sous un délai de deux mois, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis par courrier du 8 août 2024 et notifié à l'exploitant le 12 août 2024 sera communiqué au Préfet de la Gironde pour signature.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois